

République Démocratique du Congo

Conseil pour la
Recherche Appliquée
en Management



Board for Applied
Research in
Management

Reconstitution des données, clôture de comptes, audit comptable et financier, formation et conseil en gestion

Data reconstruction, accounts closing, financial and accounts audit, training and hints on management

RAPPORT D'AUDIT DE LICOCO

PROJET/IMPACT

Août 2016-Mars 2018

Juillet 2018

☎: +243994410149 ,243812375124

E-mail : cramopip@yahoo.fr, cramopip@gmail.com

Numéro impôt : A 1006512Q N° Id.nat. : 01- 823-N 54360 B

Bureau de liaison (Liaison Bureau) : Quartier PUMBU n°82, Avenue NGEBA, Commune de Mont-Ngafula

Compte Bancaire : DAKO LOMAMI n°1201 5040 501 00 73 TMB

Kinshasa/Rép. Dém. du Congo (Kinshasa/Dem. Rep. of Congo)

Table des Matières

1. LETTRE DE MISSION (Norme ISA-ISRS 4400)
2. DONNÉES JURIDIQUES
3. CADRE DE LA MISSION
4. CERTIFICAT DE VERIFICATION
5. ETATS FINANCIERS
6. OBSERVATIONS FACTUELLES
7. CONCLUSION
8. DONNEES D'INVENTAIRE

Lettre de mission ISA 220

Kinshasa, le 30 Juillet 2018

A Monsieur CINAMULA MUSAKA
Président du Conseil d'Administration de LICOCO
N°14, Avenue Loango, Quartier 1, Commune de N'djili
Kinshasa/ République Démocratique du Congo

Monsieur le Président,

En exécution des dispositions relatives au contrôle de gestion des projets financés par TI, vous nous avez demandé à la date du 13 juillet 2018 de procéder à un audit externe des états financiers du plan d'action quadriennal 2016-2019 que vous la charge d'exécuter pour la période d'Août 2016 à Mars 2018.

Nous vous confirmons par la présente que nous avons compris et acceptée la mission.

Pour l'examen des opérations, nos travaux ont été réalisés selon les normes internationales **ISA-ISRS 4400**, conformément au terme de référence, selon les méthodes et au moyen des modes de contrôle jugés appropriés en l'espèce.

Les informations auditées sont celles issues des différents documents comptables en rapport avec les activités réalisées pendant la période de référence. Nous avons aussi effectué une descente sur terrain pour apprécier l'effectivité de l'existence des CAJAC et leurs activités.

Quant à la coordination de l'audit, l'exécution et l'achèvement de notre mission ont été programmés de la manière suivante :

Début : 21 juillet 2018

Fin : 28 juillet 2018.

Nous vous prions d'agréer Monsieur le président, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Cabinet CRAM



KOHO LODI Laurette
Expert-Comptable agréée

☎: +243994410149 ,243812375124

E-mail : cramopip@yahoo.fr, cramopip@gmail.com

Numéro impôt : A 1006512Q N° Id.nat. : 01- 823-N 54360 B

Bureau de liaison (Liaison Bureau) : Quartier PUMBU n°82, Avenue NGEBA, Commune de Mont-Ngafula

Compte Bancaire : DAKO LOMAMI n°1201 5040 501 00 73 TMB

Kinshasa/Rép. Dém. du Congo (Kinshasa/Dem. Rep. of Congo)

2. DONNEES JURIDIQUES

Dénomination	LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
Forme juridique	ASBL
Objet	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
Agrément	Arrêté ministériel N° 385/CAB/MIN/J&DH/2011 Du 15/Août/2011
Siège social	14, avenue Loango, Q, Commune de NDJILI
Numéro impôt	A1718467S
Affiliation sécurité sociale	
Membres	150
Personnel technique	3
Personnel administratif	12
Volontaires	3
Répondant juridique	Gaudens CINAMULA
GSM Répondant juridique	00243 991888500
E-mail	licocordc@gmail.com
Téléphone	00243 816049837 00243 898972130

3. CADRE DE L'AUDIT

Cette mission s'inscrit dans un cadre contractuel et, est réalisée conformément aux prescrits du règlement financier de la LICOCIO, des conventions de partenariat avec Transparency International.

Dans le cadre des divers programmes et projets, la LICOCO travaille en partenariat avec plusieurs partenaires financiers pour la réalisation des activités.

Le montage institutionnel et financier dans ce partenariat laisse à la LICOCO l'autonomie de gestion pour les activités programmatiques et logistiques à sa charge tout en maintenant son entière responsabilité vis-à-vis des partenaires techniques et financiers.

Au cours des 2 exercices audités, **290.371.18 USD** ont été versés par Transparency International à la LICOCO pour la mise en œuvre des activités et l'appui à son fonctionnement.

Après cette période de 2 ans de mise en œuvre des activités, un audit des comptes est envisagé en vue d'authentifier les dépenses de la LICOCO et certifier la conformité de sa comptabilité aux principes de gestion et de bonne gouvernance.

3.1. Objectifs de l'audit

L'objectif général de cet audit est de passer en revue l'efficacité des opérations et des processus comptables en vigueur au sein de la LICOCO, ainsi que de s'assurer de l'utilisation correcte des fonds reçus dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet IMPACT.

De manière spécifique, l'audit devra :

- Valider l'éligibilité des dépenses effectuées par la LICOCO dans le cadre du projet IMPACT
- S'assurer du respect des procédures financières et logistiques dans l'engagement des dépenses
- Certifier les rapports financiers de la LICOCO

3.2. Périmètre de l'audit

Cet audit couvre tous les aspects liés aux finances, à la comptabilité, et à la logistique de la LICOCO, comprenant :

- L'affectation efficace des ressources financières du projet
- Les principes de régularité financière
- L'existence, l'adéquation et l'efficacité des procédures d'achat
- L'éligibilité des dépenses (La conformité des dépenses aux objectifs du projet et le respect du contrat)

3.3. Etendue de l'audit

Le champ d'application est limité à une période de 20 mois allant d'Août 2016 au 31 Mars 2018.

Vu le délai de l'audit, l'équipe d'auditeurs a travaillé de manière fouillée sur tous les classeurs des dépenses représentant 100% des pièces justificatives.

L'équipe devait se rassurer que les principales activités du programme soient représentées dans ces pièces à savoir :

1. Organisation des actions de sensibilisation via les CAJAC mobile, distributions des dépliants et autres supports, émissions Radio-télévisées...
2. Actions de suivi de cas de corruption envoyés à l'administration et à la justice et action de plaidoyer de 2 cas de corruption avérés
3. Organisation de campagnes de sensibilisation sur la lutte contre la corruption à Matadi et Kinshasa,
4. Elaboration du rapport sur le système national d'intégrité de la RDC,
5. Vulgarisation de l'étude de l'impact de la corruption sur les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables.
6. Voyages et organisations des ateliers
7. Fonctionnement

3.4. Méthodologie

Le contrôle financier et comptable a été effectué dans les locaux de la LICOCO à Kinshasa. Cependant, certaines vérifications ont eu lieu sur terrain dans les CAJAC de Kinshasa.

L'audit a été conduit par le staff du cabinet CRAM. Un binôme composé de deux auditeurs avait été constitué pour se rendre dans les bureaux de la LICOCO.

Lors de la vérification de l'authenticité des pièces, l'équipe a contacté directement ou par téléphone les principaux fournisseurs de la LICOCO.

A la fin de sa mission, l'équipe d'audit a tenu une réunion avec les responsables de la LICOCO pour discuter des remarques, observations résultant de l'audit ainsi que des recommandations proposées.

3.5. Documents clés

Pendant la mission et tout au long de cette dernière, l'équipe avait pris connaissances des documents ci-après :

- Les documents du programme (projet)
- Le protocole d'accord entre la LICOCO et Transparency International
- Les rapports d'activités de la LICOCO trimestriels et annuels

- Les rapports financiers
- Le manuel des procédures financières et logistiques de la LICOCO
- Le plan de trésorerie
- Le plan opérationnel des activités
- Les livres de banque et de caisse
- Les différents registres significatifs et tous autres documents utiles à la conduite de l'audit.

3.6. Personnes clés

Cette mission d'audit qui a pour vocation de certifier tous les types de dépenses du programme financé par Transparency International a vu la sollicitation des personnes suivantes de ladite organisation :

- Le coordonnateur
- Le chargé des finances
- Le caissier
- La comptable
- Le chargé de la logistique
- Les coordonnatrices CAJAC

3.7. Production attendues

L'équipe d'auditeurs doit produire un rapport dans lequel :

- Elle expliquera et quantifiera toute écriture rectificative et/ou de reclassement
- Elle formulera des recommandations pour améliorer la gestion des activités où aider Transparency International à prendre des décisions relatives à son partenariat avec la LICOCO.

3.8. Date et Durée de la mission

La mission s'est déroulée sur la période de 7 jours soit, du 21 au 28 Juillet 2018.

4. CERTIFICAT DE VERIFICATION

Opinion de l'Auditeur externe sur les comptes et les états financiers

A Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la LICOCO

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à l'audit des états financiers des activités du projet ci-haut émarginé, comprenant la reddition budgétaire des comptes ainsi que l'état des flux de trésorerie ; accompagnés des notes aux états financiers pour les exercices 2016 et 2017 clos au 31 mars 2018.

Cette mission d'audit externe a consisté d'une manière générale :

- à attester :
 - La régularité et de la conformité des comptes des projets avec le référentiel comptable qui leur est applicable ;
 - La sincérité et exactitude des comptes.

Et, de façon particulière, conformément au terme de référence de vérifier :

- Le respect des normes de régularité financière ;
- L'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne ;
- La conformité aux objectifs du programme et le respect des contrats avec les bailleurs ;
- La conduite économique du programme et l'affectation efficace des ressources financières.

L'examen des données a été effectué conformément aux normes ISA ISRS 4400.

Ces normes requièrent que nous respections toutes les dispositions professionnelles, et que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable ; que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives.

☎ : +243994410149 ,243812375124

E-mail : cramopip@yahoo.fr, cramopip@gmail.com

Numéro impôt : A 1006512Q N° Id.nat. : 01- 823-N 54360 B

Bureau de liaison (Liaison Bureau) : Quartier PUMBU n°82, Avenue NGEBA, Commune de Mont-Ngafula

Compte Bancaire : DAKO LOMAMI n°1201 5040 501 00 73 TMB

Kinshasa/Rép. Dém. du Congo (Kinshasa/Dem. Rep. of Congo)

De la responsabilité de la LICOCO dans l'établissement et la présentation des états financiers.

Ces états financiers, qui font apparaître un total net des ressources de l'ordre de **290.371,18** USD et **229.365,34USD** de dépenses (soit 79,04 % de ressources) ont été arrêtés par le service financier de la LICOCO. La période sous révision clôture avec un solde comptable de **61.005,74** USD dont :

- A la banque 60.867,31USD
- A la caisse 138,43USD

Il s'est dégagé un écart de solde de l'ordre de - 0,10 USD.

La direction exécutive est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables généralement admises, aux lois et réglementations en vigueur et aux clauses de financement.

Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs.

Notre responsabilité en tant que Réviseurs comptables indépendants a consisté à :

- d'abord, de vérifier dans quelle mesure l'organisation et la tenue de la comptabilité permettent l'établissement des états financiers reflétant une image fidèle dans tous les aspects significatifs, c'est-à-dire que les dépenses effectivement engagées et les financements mobilisés sont conformes aux dispositions légales liées à la tenue de la comptabilité et aux exigences du partenaire financier,
- Ensuite de garantir la légalité et régularité des dépenses ainsi que l'enregistrement des opérations dans les livres comptables,
- Enfin, valoriser et capitaliser les forces de la LICOCO sur la gestion financière des activités, et d'exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit.

Notons que les justificatifs et documents d'appui concernant les relevés des dépenses qui ont été mis à notre disposition sont exhaustifs pour justifier toutes les dépenses.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations contenues dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, nous avons pris en compte le mécanisme de contrôle interne en vigueur à la LICOCO relatif à

l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comprend également une évaluation des principes et méthodes comptables retenus, ainsi qu'une appréciation sur la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les états financiers susmentionnés sont réguliers, sincères et présentent, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du projet arrêtée au 31 mars 2018, Il en est de même des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date conformément aux principes comptables généralement admis.

Vérifications et informations spécifiques

Conformément aux normes internationales ISA - ISRS 4400, nous avons procédé à l'examen des points inscrits au terme de référence, des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers.

Les informations sur la situation financière spécifique du projet dans les documents mis à notre disposition sont après examen conformes à celles contenues dans les états financiers susmentionnés.

Ces informations n'appellent pas de notre part une remarque particulière en dehors de celle liée au manque de la comptabilité d'engagement.

Par ailleurs, en application des dispositions portant sur la tenue des comptes, nous avons d'observations à formuler sur la conformité de la LICOCO à la réglementation en vigueur en matière de tenue des comptes. Il s'agit plus précisément du non tenu de la comptabilité institutionnelle et l'absence du bilan.

Nous certifions sur honneur, sincère et exact le présent rapport que nous proposons à votre l'approbation.

Pour le Cabinet CRAM



KOHO LODI Laurette
Expert-Comptable

5. ETATS FINANCIERS

5.1. Budgets des activités en Euro

Rubriques	BUDGET EN EURO		
	2016	2017	Total
Local Employees/Humans ressources	33.960	39.360	73.320
Travel	10.000	9.200	19.200
Training, Manuals, and publications	27.100	77.730	104.830
Good asset and supplies	9.240	4.140	13.380
Project Administratif costs	7.800	20.070	27.870
Other Direct Cost	29.000	0,00	29.000
TOTAL	117.100	150.500	267.600

Budgets des activités en Dollars Américains

Rubriques	BUDGET EN USD		
	2016	2017	Total
Local Employees/Humans ressources	36.948,48	41.564,16	78.513
Travel	10.880	9.715,2	20.595
Training, Manuals, and publications	29.484,80	82.082,88	111.568
Good asset and supplies	10.053,12	4371,84	14.425
Project Administratif costs	8.486,4	21.193,92	29680
Other Direct Cost	31.552	0,00	31.552
TOTAL	127.404,80	158.928	286.333,00

5.2. Exécution du budget en recettes en Euro

Rubriques	2016	2017	Total
Subvention reçue TI n°1 02/08/2016	61.447,50	0	61.447,50
Subvention reçue TI n°2 25/11/2016	61.447,50	0	61.447,50
Subvention reçue TI n°3 12/05/2017	0	72.188	72.188
Subvention reçue TI n°4 22/11/2017	0	73.673	73.673
Total ressources de la période	122.895	145.861	268.756,00

Exécution du budget en recettes en Dollars Américains

Rubriques	2016	2017	Total
Subvention reçue TI n°1 02/08/2016	66.826,04	0	66.826,04
Subvention reçue TI n°2 25/11/2016	62.922,22	0	62.922,22
Subvention reçue TI n°3 12/05/2017	0	76 230,04	76.230,04
Subvention reçue TI n°4 22/11/2017	0	84 392,88	84.392,88
Total ressources de la période	129.748,26	160.622,92	290.371,18

Il s'observe que le partenaire financier s'est exécuté à concurrence de **101,41 %**. Ce petit surplus proviendrait à notre avis de la variation de cours de change **Euro-Dollars**. A ce niveau, nous attestons que la convention est suffisamment respectée.

5.3. Exécution du budget en termes de dépenses en Euro

Rubriques	2016	2017	Total
Local Employees/Humans ressources	22.729	39.729	62.458
Travel	10.463	12.774	23.237
Training, Manuals, and publications	29.815	28.454	58.269
Good asset and supplies	9.718	3.101	12.819
Project Administratif costs	6.594	20.182	26.776
Other Direct Cost	26.139	0,00	26.139
Total emplois de la période	105.458	104.240	209.698

Exécution du budget en termes de dépenses en Dollars Américains

Rubriques	2016	2017	Total
Local Employees/Humans ressources	24.578,00	41.742,3	66.320,3
Travel	11.327,00	13.998,22	25.325,22
Training, Manuals, and publications	32.331,00	32.430,06	64761,06
Good asset and supplies	11.800,00	3.336,49	15.136,49
Project Administratif costs	7.789,00	21.601,76	29.390.76
Other Direct Cost	28.432,00	0,00	28.432.00
Total emplois de la période	116.257,00	113.108,83	229.365,83

A ce niveau, il a été constaté que les dépenses représentent **80,10%** du budget et **79%** des ressources. Le contrôle effectué montre que les dépenses engagées rentrent dans totalement dans les lignes budgétaires négociées. De ce fait, elles ont été jugées éligibles.

5.4. Synthèse en Dollars Américains

Rubriques	Dépenses de la période		
	2016	2017	Total
1. Solde comptable précédent	0	13491,03	0
1. Les ressources de la période			
Subvention reçue TI n°1 02/08/2016	66.826,04	0,00	66.826,04
Subvention reçue TI n°2 25/11/2016	62.922,22	0,00	62.922,22
Subvention reçue TI n°3 12/05/2017	0,00	76 230,04	76.230,04
Subvention reçue TI n°4 22/11/2017	0,00	84 392,88	84.392,88
Sous total ressources par exercice	129748,26	174113,95	290371,18
2. Les emplois de la période			
Local Employees/Humans ressources	24.578,27	41.742,3	66.320,57
Travel	11.327,3	13999.12	25.326,42
Training, Manuals, and publications	32.331,4	32.430,06	64761,46
Good asset and supplies	11.799,67	3336,49	15.136,16
Project Administratif costs	7789,03	21.601,76	29.390.79
Other Direct Cost	28.431.56	0,00	28.431,56
Sous total emplois	116257,23	113109,73	229365,34
Solde de la période	13491,03	61005,84	61005,84
Du Contrôle extra comptable			
Banque		60 867,31	
Caisse		138,43	
		61 005,74	
Ecart		0,10	

Du solde comptable **61.005,74 USD**. Ce solde tire ses origines de la non-exécution de deux activités importantes pour des motifs que voici :

- Production du rapport sur le système National d'intégrité (SNI) suite au contexte politique qui ne permet pas son effectivité.
- L'atelier sur la vulgarisation de l'Etude de l'impact de la corruption sur les femmes.

NB. La LICOCO attend la validation du rapport de l'Etude par l'Equipe de Transparency pour passer à la vulgarisation

6. LES OBSERVATIONS FACTUELLES

Ces observations sont le résultat de l'analyse des données partant des objectifs de l'audit.

Au cours de nos travaux, nous avons cherché à identifier les faiblesses de contrôle interne dans la gestion du projet que nous aurions considérées significatives.

Une faiblesse significative existe dans la conception des états financiers ou le fonctionnement du contrôle interne lorsqu'elle ne permet pas à la Direction ou aux employés, dans le cours normal de l'exécution de leurs fonctions, de prévenir ou de détecter et de corriger à temps les anomalies.

Pour besoin de présentation et de synthèse uniquement des résultats de nos travaux, les observations retenues dans les présentes observations factuelles quatre éléments communs, à savoir :

- Points de contrôle,
- Principe,
- Risques
- Recommandations.

Nous vous avons présenté les observations relevées suivant les principaux éléments de la structure de termes de référence regroupés comme suit :

1. Gestion financière,
2. Gestion comptable,
3. Gestion de la logistique,
4. Les constats sur terrain.

.

6.1. Animation institutionnelle.

N°	Points de contrôle	Principes	Constats	Effets, risques	Recommandations
1.	Animation Institutionnelle	Saisie comme une des stratégies de gestion d'une structure, l'animation institutionnelle a pour objectif de répondre au maintien de la vie de la structure dans sa réalité quotidienne à travers les rencontres de ses dirigeants.	<p>Au cours de la période sous révision, nous avons observé :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Que l'assemblée générale n'a pas été organisée suite au défaut des moyens financiers, * Que trois réunions du Conseil d'administration ont été tenues. Elles ont eu comme mérite, de traiter de la gestion stratégique de l'organisation et le suivi de gestion du programme encours, * Que Le secrétariat exécutif a été très actif dans la gestion technique du programme et de relations publiques. * Que les membres ne procèdent presque pas aux cotisations statutaires annuelles. <p>Le projet utilise 9 agents dont 5 au siège et 4 dans les CAJAC. Les relations entre le projet</p>	<p>* Le non organisation de l'Assemblée générale ne permet pas à la majorité des membres de s'imprégner suffisamment des activités de l'organisation.</p> <p>* Faible mobilisation des ressources au niveau interne.</p> <p>Risques de pénalité en cas de contrôle par les agents de l'état</p>	<p>* Mobiliser les ressources conséquentes pour tenir une assemblée des membres dans le meilleur délai,</p> <p>* Exiger la part de contribution annuelle de chaque membre avant d'organiser l'Assemblée générale.</p> <p>Prendre dans le meilleur délai les dispositions pour régulariser cette situation.</p>

			et les institutions sont telles que les impôts sur salaires sont régulièrement payés, par contre ; il n'en est pas le cas avec la sécurité sociale, l'INPP et l'ONEM..	promus à cette tâche.	
--	--	--	--	-----------------------	--

N°	Points de contrôle	Principes	Constats	Effets, risques	Recommandations
1	<p>GESTION FINANCIERE DU PROJET</p>	<p>La gestion financière est activité qui est au cœur de la stratégie globale de la structure/ ou projet. Son importance est qu'elle conduit aussi bien à la <u>pérennité</u> qu'au développement de l'organisation. Elle repose sur d'abord sur la mobilisation des ressources, ensuite, sur l'affectation de celles-ci et enfin ; sur le contrôle de gestion et analyse des résultats. Pour y parvenir, les outils suivants sont presque indispensables, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan de financement/Accord de financement, - Le plan de décaissement, - Le Budget, - Le plan de trésorerie, - Une comptabilité rigoureuse 	<p>Au cours de nos travaux, nous avons constaté ce qui suit :</p> <p>En général :</p> <p>Il existe des outils de base susceptibles de permettre une gestion financière adéquate et rigoureuse des moyens financiers mis à la disposition de la LICOCO. Nous avons relevé parmi ceux-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Le projet et l'accord de financement, -Le budget de trésorerie et les différents états de besoin, - Une comptabilité suffisamment claire. Et un classement adéquat des justificatifs <p>Spécifiquement :</p> <p>°Certaines dispositions pratiques rassurantes ont</p>		

			<p>été observées, à savoir : La transparence et la rigueur dans l'engagement des dépenses. Il en est de même de la sécurité de fonds qui se caractérise par la présence d'une armoire métallique et la signature de chèque pour retrait de fonds par au moins 2 personnes.</p> <p>°Les fonds reçus ont été détaillées, le rapprochement effectué entre le rapport financier et les données de la comptabilité est bien détaillé et concordant.</p> <p>° Nous avons observé l'existence des relevés bancaires qui renseignent de manière exhaustive la situation du compte.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les PV de contrôle régulier de caisse existent et reflètent les situations périodiques de la caisse. <p>La pratique de rapprochement bancaire n'est pas encore à jour à la</p>		
--	--	--	---	--	--

			<p>LICOCO.</p> <p>° Les dépenses ont été engagées conformément au budget et aux activités prévues en dépit des dépassements observés sur certaines lignes pour lesquels les explications ont été données.</p> <p>° En ce qui concerne les acquisitions importantes, telle que « le véhicule», elles ont fait l'objet d'une étude du marché et de mise en concurrence des fournisseurs. D'une manière générale, les opérations d'affaires sont adéquates et économiques.</p> <p>° Le contrôle interne des finances relève de la compétence du Secrétaire Exécutif qui le fait régulièrement. Il est accompagné par la commission de contrôle qui le fait ponctuellement.</p>		
		<p>comptabilité est un système coordonné qui, aux moyens d'enregistrements et de classement, consiste à recueillir les informations concernant les mouvements de biens, de services et de monnaie, et de les</p>	<p>De manière générale, la comptabilité de la Licoco ; bien que strictement</p>		

2	<p>GESTION COMPTABLE</p>	<p>consigner sur des documents de synthèse. Il est retenu qu'une information comptable est fiable lorsqu'elle est impartiale et digne de confiance ;</p> <p>c'est-à - dire qu'elle n'est pas entachée de biais ou d'irrégularité et d'anomalies significatives.</p> <p>La fiabilité repose sur la vérifiabilité, la neutralité et l'impartialité, et la représentation fidèle qui traduit la réalité des transactions.</p>	<p>analytique ; est bien structurée.</p> <p>Données spécifiques</p> <p>°L'analyse de l'organisation comptable montre avec satisfaction le niveau de la mise en place du système comptable du projet.</p> <p>°Les journaux comptables de base (banque et caisse) existent,</p> <p>°Un bon classement et archivage des pièces justificatives.</p> <p>° Manque du journal des opérations diverses et de comptabilité d'engagement,</p> <p>°Manque d'une liste des comptes assortis du plan comptable national pour amorcer la tenue de comptabilité institutionnelle.</p> <p>°Les dépenses sont validées et les pièces</p>	<p>Risque de pénalités pour la non-conformité du système comptable.</p>	<p>Organiser une comptabilité institutionnelle susceptible de permettre la comptabilisation des amortissements et l'élaboration du bilan.</p>
---	---------------------------------	--	--	---	---

			<p>justificatives sont exhaustives et fiables,</p> <p>° Toutes les pièces comptables ont été vérifiées. Elles ont été toutes enregistrées avec exactitude sans rature ni surcharge.</p> <p>° Les états financiers sont conformes aux données issues de la comptabilité et aux exigences du partenaire financier,</p> <p>Le rapprochement des soldes des avoirs en banques et en espèces est concordant avec le grand livre ;</p>		
3	GESTION DE LA LOGISTIQUE	<p>La logistique est perçue comme une technique de contrôle et de gestion des flux des biens matériels depuis leur approvisionnement jusqu'à leur point de consommation. Elle met en évidence :</p> <p>L'expression et examen des besoins,</p> <p>L'analyse des offres par l'étude du</p>	<p>Une gestion responsable des équipements dans l'ensemble,</p> <p>L'inventaire a été réalisé à la fin de l'exercice.</p> <p>°Les documents de gestion des équipements existent.</p> <p>°Les biens, acquis tant pour le programme en cours que précédent ont été vérifiés et attestons leur existence.</p>	Confusion entre le texte et la pratique.	<p>Actualiser les procédures par l'intégration des dispositions admises en matière de gestion du patrimoine.</p>

		<p>marché,</p> <p>L'achat proprement dit,</p> <p>L'enregistrement, le marquage et inventaire des biens.</p>	<p>° Les biens sont numérotés et affectés aux agents utilisateurs. Ils sont facilement identifiables;</p> <p>° Les amortissements ne sont pas calculés et comptabilisés suite à l'inexistence d'une comptabilité institutionnelle pouvant déboucher sur la présentation du bilan.</p> <p>Au fond, cet aspect préoccupe peu la direction exécutive.</p>	<p>La réalité sur les données financière est aléatoire.</p>	<p>Procéder aux amortissements comptables et financiers pour avoir les vraies valeurs des biens.</p>
--	--	---	--	---	--

Réaction des audités sur l'inexistence du coffre-fort.

Le coffre-fort n'existe pas car sa présence nous insécuriserait davantage dans ce quartier à haut risque où se trouve le bureau du siège. Nous utilisons l'armoire métallique où il y a non seulement les autres documents mais aussi l'argent

7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

7.1. CONCLUSION

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs , et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISA) permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions financières que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur celle-ci.

Conformément aux constats faits et aux informations reçues au cours de nos travaux, il est évident que la gestion financière des projets a été réalisées dans le respect des contrats de financements en dépit des quelques observations retenues sur le paragraphe « observations factuelles » ci-haut évoquées. Nous avons observé :

- Un suivi budgétaire régulier et rigoureux ainsi des activités sur terrain,,
- Que les rapports financiers mis à notre disposition ont été accompagnés des éléments de base ayant contribué à leur élaboration,
- Que l'acquisition des biens et services est couverte par des pièces justificatives probantes (factures, facture pro-forma, bons de commande et de livraison, contrat de travail des agents et de prestation pour les consultants...),
- A travers un amas des rapports d'activités et de mission des animateurs de la LICOCO et de témoignage de la majorité des individus avec qui nous avons été en contact sur terrain que les activités organisées répondent aux besoins de la population .

8.2. RECOMMANDATIONS

Relativement aux constats ci-haut évoqués, nous nous formulons les recommandations suivantes :

- Veiller à la mise en place de la comptabilité institutionnelle,
- Procéder mensuellement au rapprochement bancaire,
- Procéder à l'achat d'un coffre-fort

8. DONNEES D'INVENTAIRES



LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LICOCO

Avenue Luango, N° 14, Quartier 1, Commune de N'djili
 Référence : Boulevard Kimbuta, Arrêt : Bar Grand libulu
 Tél. 00243 81 60 49 837 ou 00243 89 89 72 130
 Email : licocordc@gmail.com
www.licocordc.org

PV D'INVENTAIRE DES IMMOBLISEES TRANSPARENCY INTERNATIONAL

N°	CODE DU BIEN	DESIGNATION NATURE	MARQUE	DATE D'ACQUISITION	VALEUR D'ACQUISITION	OBSERVATION
1	MAD/MOB B/TABLE DE BUREAU/T.I	TABLES	TABLE BUREAU	04/08/2016	230\$	Bon état
2	MAD/MOB/TABLE AVEC RETOUR /T.I	TABLE	TABLE AVEC RETOUR	04/08/2016	250\$	Bon état
3	MAD/MOB/TABLE SALLE DE REUNION/T.I	TABLE	TABLE SALLE DE REUNION	04/08/2016	270\$	Bon état
4	MAD/MAT ROUL/JEEP/T.I	TOYOTA FORTUNER	MHF 4459G983011253	14/08/2016	20.000\$	Bon état
5	MAD/MAT BUR/RETROPROJECTEUR/T.I	RETROPROJECTEUR	EPSON EB531	15/08/2016	471,42\$	Bon état
6	MAD/MAT BUR/APPAREILCAMSA M /T.I	APPAREIL PHOTO	1 CAMSAM	16/08/2016	261,90\$	Bon état
7	MAD/MAT BUR/LAPTOP HP/T.I	1 LAPTOP	HP	16/08/2016	942,85\$	Bon état
8	MAD/MAT INFOR/IMPRIMANTE/T.I	3 IMPRIMANTE	IMPRIMANTE SAMSUNG 2070	16/08/2016	628,57\$	Bon état
9	MAD MOB BUR/TABLE BUREAU/T.I	TABLES	TABLE BUREAU	18/08/2016	800\$	Bon état

10	MAD/MOB BUR/ARMOIRS ET TIRROIRS/T.I	ARMOIRES ET TIRROIS	ARMOIRESVET TIRROIRS METTALIQUE	08/09/2016	900\$	Bon état
11	MAD/MOB BUR/VENTILATEUR/R+/ T.I	VENTILATEUR	VENTILATEUR AFRICOOL	15/10/2016	60\$	Bon état
12	MAD/MOB BUREAU/VENTILATEUR S/T.I	VENTILATEUR	VENTILATEUR AFRICOOL	25/11/2016	156,52\$	Bon état
13	MAD/MAT.INFORM/IMP RIMANTE/T.I	IMPRIMANTE	IMPRIMANTE HP 1102	25/11/2016	119,79\$	Bon état
14	MAD/MOB BUR/TABLE BUR ET ETAGERE /T.I	TABLE+ETAGERE	TABLE BUREAU +ETAGERE EN BOIS	29/12/2016	244,79 \$	Bon état
15	MAD/MAT BAFFLE FIS/ BAFFLE FIS CAJAC/T.I	BAFFLE	BAFFLE FIS	06/01/2017	406,4\$	Bon état
16	MAD/MAT BUR/APPAREIL /PHOTO/TI	APPAREIL PHOTO	CAMELA SAM 1100NY	08/07/2017	265,37\$	Bon état
17	MAD/MAT.INFOR/LAPT OP/T.I	LAPTOP	LENOVO 5000GB	04/08/2017	324,84\$	Bon état
18	MAD/MAT/INFOR/LAPT OP/HP/T.I	LAPTOP	HP	25/09/2017	315\$	Bon état
19	MAD/MAT/INFOR/LAPT OP/HP/T.I	LAPTOP	HP DUE	25/11/2017	291,66\$	Bon état
20	MAD/MAT.BUR./APPAR EIL PHOTO /T.I	APPAREIL PHOTO	TAMFRA SAMSUNG	25/11/2017	237,18\$	Bon état
21	MAD/MAT.INFOR./LAPT OP /TI	LAPTOP	LAPTOP HP DUEL COM	25/11/2017	235,93\$	Bon état
22	MAD/MAT.INFOR/LAPT OP/TI	IMPRIMANTE	HP 2130	01/12/2017	65\$	Bon état

Fait à Kinshasa, le 30/12/2017

Comptable

Responsable Administratif & Financier

Secrétaire Exécutif

Lydie LUTETE

Innocent LUBALA

Ernest MPARARO